

Politique

Une Charte pour cinq

La Charte du Front Uni de l'Opposition (FUO) a, officiellement été arrêtée, co-signée et publiée le 20 juin 2003 par cinq partis. Le document qui a beaucoup fait parler de lui à l'époque du Cadre de Concertation de l'Opposition (CCO) avait, alors, constitué une pierre d'achoppement sur la voie de l'unité d'action des formations politiques de l'opposition.

Le quintet signataire de la nouvelle charte est composé du RFD (Rassemblement des Forces Démocratiques) d'Ahmed Ould Daddah, de l'APP (Alliance Populaire Progressiste) de Mohamed El Hafedh Ould Ismail, du FP (Front Populaire) de Chbih Ould Cheikh Malainine, du PLEJ (Parti pour la Liberté, l'Egalité et la Justice) de Bâ Amadou Alassane et du PUDS (Parti Unioniste Démocratique et Socialiste) de Yahya Ould Memoud Ehmane.

La publication de ce docu-

ment dont la conception et la gestation ont été difficiles, a entraîné le départ définitif du FUO de l'AJD, la formation politique de Modi Cissé (l'AJD) et la mise à l'écart des partis dissous ou non autorisés comme l'ex-AC ou Ennouhoud.

De leur attachement aux principes et idéaux de l'Islam en tant que référence commune à tout notre peuple, à l'unité nationale, en passant par l'indépendance et l'intégrité territoriale, la démocratie pluraliste, le respect des Droits de l'Homme, l'économie mixte, les Partis d'Opposition signataires de cette charte ont tenu à s'entendre sur la définition de "l'identité spécifique de la Mauritanie en tant que pays où cohabitent fraternellement des communautés arabe, pulaar, soninké, wolof unies par l'Islam, l'histoire commune et la culture." C'est cette définition de l'identité spécifique de la Mauritanie, rejetée par l'AJD qui est à l'origine de son retrait du FUO. Une charte qui, selon ses

auteurs, régit, "sans préjudice de leur indépendance politique et d'organisation, les rapports entre les partis membres, étant entendu que leurs activités ne doivent pas être contraires aux principes et objectifs du Front Uni de l'Opposition."

"La charte du 20 juin" ou "charte des cinq" repose sur six thèmes ayant trait aux principes généraux, à l'unité nationale, aux droits de l'Homme, à la démocratie pluraliste, à la bonne gestion et à la politique extérieure. Les cinq partis politiques adhérant au FUO s'engagent à tout mettre en œuvre pour la réalisation des objectifs de cette charte, non sans espérer être suivis par d'autres formations de l'opposition auxquelles la porte reste grande ouverte.

Dans son préambule, la charte, un document souple de six (6) pages, souligne qu' "après douze ans de conduite unilatérale du processus démocratique et de gestion néo-patrimoniale des ressources de la Nation par le pouvoir en place, le pays

s'enfonce de plus en plus dans un système de dictature des plus anachroniques. L'absence de tout dialogue et de toute concertation avec l'opposition démocratique, les forces vives de la Nation et la société civile, ont conduit le pays dans l'impasse politique."

Une critique sévère qui ne ménage en rien le pouvoir, accusé d'assombrir les espoirs du peuple. En effet, usant de tous les mots pour définir tous les maux dont peuvent souffrir les populations et le pays, les auteurs de cette charte passent et repassent "la confiscation systématique des libertés, les atteintes massives, graves et répétées aux Droits de l'homme, l'adoption du tribalisme comme système d'administration de l'Etat et de gestion de la société, la dissolution arbitraire des partis politiques, l'arrestation, l'emprisonnement et le bannissement arbitraires des dirigeants des partis politiques, la prise en otage des populations par le chantage à l'aide alimentaire, à l'hydraulique villageoise, (...) la restructuration anarchique de l'économie, l'effondrement des secteurs productifs, la faillite organisée des sociétés d'Etat et leur

bradage, etc."

Et de conclure : "tous ces dérapages ont entraîné la misère croissante des populations. (...) Une telle situation désastreuse à tous égards ne peut perdurer sans mettre en péril l'existence même du pays."

Mais au-delà de cette critique, le FUO avoue chercher à "amener le régime actuel à la concertation et au dialogue avec tous les acteurs politiques pour instaurer une démocratie véritable dans le pays et opérer le changement politique, économique et social."

Une perche tendue au pouvoir, précédée par une condamnation unanime de la tentative avortée de coup d'Etat du 8 juin dernier.

Cette nouvelle tentative de codification de l'action commune des partis de l'opposition n'est, peut-être, pas exempte de calcul, à l'approche de l'échéance des présidentielles. Mais l'issue du scrutin de novembre 2003 semble s'être jouée le 9 Juin au soir, du moins si l'on en juge par le plébiscite apporté par les populations au Président Maouiya, pour avoir sauvé la République et la démocratie.

MOHAMED OULD KHATTAT